

La loi qui la régit interdit à la Société canadienne des postes de fermer un bureau de poste sans qu'un décret du conseil soit pris. L'avis ainsi donné permet d'en appeler au ministre. Les Postes et le ministre n'ont pas tenu compte de la loi. Quand le gouvernement consultera-t-il la population? Ou ne projette-t-il rien d'autre que des compressions dans nos services postaux?

\* \* \*

### LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

TIMISKAMING—LES AVANTAGES DÉCOULANT DES ENTENTES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL

**M. John A. MacDougall (Timiskaming):** Depuis qu'il a été porté au pouvoir en 1984, monsieur le Président, le gouvernement conservateur a collaboré avec le gouvernement de l'Ontario pour assurer le progrès économique et régional de cette province. Les deux gouvernements ont signé des accords dans le cadre des Ententes de développement économique et régional totalisant 226 millions de dollars. Il y a notamment l'accord minier de 30 millions de dollars signé à Kirkland Lake en juin dernier. Il a permis la construction dans ma circonscription de Timiskaming d'une route que tous attendaient depuis longtemps et qui ouvrira dorénavant l'accès de la région de Harker-Holloway à de nouveaux développements. Cet accord a eu un impact majeur sur la prospection minière dans ma circonscription.

Récemment, la société *American Barrik Resources* annonçait qu'elle avait presque fini de percer une galerie d'exploration de trois compartiments dans le township de McDermott. C'est la première fois depuis près de 50 ans qu'on découvre un gisement aurifère important dans notre région. La société espère pouvoir commencer à produire avant 1988 et atteindre un niveau de production de 100,000 onces d'or par année. C'est en collaborant . . .

**M. le Président:** A l'ordre.

\* \* \*

### LA PORNOGRAPHIE

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR

**M. George Henderson (Egmont):** Monsieur le Président, les Canadiens veulent que le gouvernement enraye la pornographie. Ils exigent des lois plus rigoureuses, capables d'endiguer le flot de publications pornographiques chez nous. N'importe qui, y compris nos jeunes adolescents impressionnables, peut s'en procurer sans difficulté. Alors que les parents s'efforcent d'inculquer à leurs enfants des principes et des valeurs morales, certains éléments au sein de notre société semblent déterminés à leur farcir l'esprit d'exemples de violence sexuelle, d'enfants maltraités et d'incestes.

Nous devons restreindre la diffusion de cette littérature lubrique. Il faut en interdire l'accès aux jeunes. Il faut en interdire la vente sur nos trottoirs. Le moment est venu pour le gouvernement de prendre des mesures énergiques et d'agir pour enrayer cette industrie effrayante qui entasse des milliards de dollars. Les Canadiens attendent le projet de loi du ministre de la Justice (M. Crosbie). Ils ne veulent pas être

décus. Ils veulent des lois rigoureuses et efficaces, de façon que leurs enfants puissent grandir chez eux en toute sécurité.

\* \* \*

### LES ORGANISMES BÉNÉVOLES

LE CONSEIL NATIONAL DES FEMMES JUIVES DU CANADA—  
HOMMAGE AUX BÉNÉVOLES DE TORONTO

**M. Bill Attewell (Don Valley-Est):** Monsieur le Président, le bénévolat se porte très bien grâce à la section de Toronto du Conseil national des femmes juives du Canada. Parmi ses projets les plus intéressants, il y a «Kids on the Block», qui sensibilise les enfants aux handicaps. Le nombre de personnes inscrites au programme «English as a Second Language» est de 125. Les paniers de denrées alimentaires distribués pour la Pâques des Juifs a aidé 282 familles assistées sociales ou recevant une autre forme d'assistance publique. L'Édifce Bathurst-Prince Charles abritera 160 familles, personnes âgées et personnes handicapées.

La semaine dernière, six bénévoles ont reçu des éloges du lieutenant gouverneur, M. Lincoln Alexander, pour avoir consacré 4,000 heures à des services communautaires: Il s'agit de Nita Goldband, présidente du CNFJC; Lily Goldstein, Helen Goodman, Helen Katz, Edith Sobel et Patricia Starr. Il y a 1,200 autres bénévoles actifs et dévoués. Félicitations au Conseil national des femmes juives du Canada.

• (1415)

### QUESTIONS ORALES

[Traduction]

#### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS DE BOIS DE CONSTRUCTION À DESTINATION DES ÉTATS-UNIS—LA REQUÊTE CONCERNANT DES DROITS COMPENSATEURS

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il n'ignore pas que, demain matin, l'ambassadeur du Canada à Washington, rencontrera le secrétaire au Commerce des États-Unis, M. Baldrige, pour tenter une dernière fois de parvenir à une entente au sujet du bois de construction, avant l'examen de la requête. Le premier ministre peut-il nous dire quel message M. Gotlieb a été chargé de transmettre aux Américains? Plus particulièrement, peut-il nous dire si, hier soir, il s'est mis d'accord avec ses homologues provinciaux quant aux mesures à prendre pour contrecarrer toute initiative américaine tendant à imposer des droits de douane plus élevés sur notre bois de construction?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, nous avons demandé à l'ambassadeur Gotlieb de faire des instances officielles, demain matin, au secrétaire au Commerce, pour lui expliquer pourquoi, à notre avis, il n'y a aucune raison d'accepter cette requête. L'enquête en question a déjà été menée il y a plusieurs années, rien n'a changé et il est inutile d'en mener une autre qui coûterait cher aux Américains ou qui causera des appréhensions aux Canadiens. L'ambassadeur fera ces instances qui résultent de notre concertation avec les provinces, l'industrie,